

**Rapport sommaire de la réunion des parlementaires lors de la seconde session de la
plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes,
Genève, 18 juin 2009**

Version du 19 juin 2009, 08:00

Nous, Parlementaires venus de l'Argentine, de l'Autriche, du Cambodge, du Costa Rica, d'El Salvador, de la Finlande, de l'Indonésie, du Kenya, de la Namibie, des Philippines, du Sénégal, de la Turquie, de l'Ouganda, de GLOBE Europe et de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, étions réunis lors de la seconde session de la plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes, le 18 juin 2009, à Genève.

L'objectif principal de notre réunion était de partager les informations, les expériences et les idées sur le rôle et la responsabilité des parlementaires concernant la réduction des risques de catastrophes et l'impact du changement climatique.

A l'ouverture de la réunion, le Président a souligné que la promotion de la réduction des risques de catastrophes (RRC) et de l'Adaptation au changement climatique (ACC) est une responsabilité partagée qui transcende les affiliations politiques et les frontières géographiques. En outre, les parlementaires des Philippines et du Groupe africain ont présenté un rapport sur les progrès réalisés dans la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique sur les plans national et régional.

Nous, Parlementaires, avons totalement reconnu le rôle important que nous pouvons jouer en intégrant la RRC dans le développement socio-économique à travers la législation, les politiques et les allocations budgétaires et en comblant les écarts existants dans la mise en œuvre du Cadre de Hyogo au niveau local, national et régional. Nous avons également reconnu qu'investir dans la RRC est essentiel pour un avenir sain et que participer dans un tel processus et s'en approprier constitue la meilleure perspective.

Nous, Parlementaires, sommes également très engagés à aider à la création d'un environnement devant faciliter la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo et promouvoir les liens entre la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique en prenant en compte la question du genre. A cet égard, les points suivants sont au nombre de nos préoccupations et actions :

1. Plaider pour la RRC au sein de l'organe législatif et du pouvoir l'exécutif, dans tous les partis politiques. Promouvoir une politique cohérente, une grande prise de conscience, une culture et une mentalité de prévention parmi les politiciens ;
2. Comprendre la transversalité de la RRC et assurer son intégration systématique dans la législation et l'affectation budgétaires ;
3. Renforcer l'appui de UNISDR au processus parlementaire d'intégration de la RRC, à travers les centres d'assistance et les forums parlementaires au niveau sous-régional, régional et international ;
4. Aborder le problème de manque de capacité budgétaire et d'incitation fiscale des gouvernements pour le renforcement de la capacité institutionnelle, la prise de conscience de la communauté et la réalisation de leurs potentiels en tant que moteurs de la RRC ;
5. Saisir les occasions de relier le programme de la RRC à celui de la société civile et de groupe des entreprises privées, y compris les associations professionnelles ;

6. Plaider pour l'échange de la dette de pays en développement contre l'engagement et les interventions concernant la RRC réalisés pour la régénération et la protection des écosystèmes et faire de la RRC un critère de l'APD, devant être articulé au sein de l'ODCE et cela avant la COP15 ;
7. Encourager les pays donateurs à intégrer la RRC dans leurs budgets d'aide au développement afin d'apporter un appui supplémentaire en faveur de l'adaptation et l'atténuation du changement climatique pour les pays en développement et interpeller les parlementaires des pays bénéficiaires dans le cadre du processus ;
8. Faire du lobbying auprès des parlementaires des pays débiteurs et donateurs pour faire de l'évaluation de la RRC une condition préalable pour tout instrument d'APD, et de s'assurer que la grande partie du soutien apporté à la RRC et à l'adaptation au changement climatique soit accordée au profit des communautés de base conformément aux nouveaux objectifs de l'Union européenne ;
9. Explorer les possibilités d'augmentation des investissements relatifs à la RRC dans les budgets de développement national existants et l'affectation d'une part au renforcement de capacité institutionnelle, y compris la sensibilisation ;
10. Etablir une plate-forme nationale sur la RRC dans chaque pays, qui sera répliquée / reproduite aux plans régional et local et devra faciliter les échanges de meilleures pratiques entre les pays.

Nous, Parlementaires, avons conclu qu'un effort extraordinaire de sensibilisation est instamment requis à tous les niveaux, des assemblées parlementaires aux écoles ; la RRC et l'ACC sont des questions importantes pour le développement et les droits humains ; les femmes sont un facteur important pour le renforcement de la prise de conscience et des collectivités résilientes. A cette fin, nous avons décidé de nous focaliser sur le renforcement de la prise de conscience et à la compréhension des parlementaires concernant la RRC et l'ACC à travers les actions immédiates suivantes :

1. L'UIP devra servir de plate-forme mondiale pour interpeller les politiciens sur la RRC et l'ACC, cela à travers une campagne de sensibilisation lors de la prochaine assemblée de l'UIP à Bangkok, en 2010 ;
2. Le Parlement de Costa Rica abritera une consultation régionale parlementaire sur la RRC et l'ACC en 2009 ;
3. Le Tchad accueillera la Consultation de l'Afrique centrale soutenu par UNISDR et le Groupe parlementaire africain en 2009 ;
4. Les Parlementaires des pays bénéficiaires doivent faire le lobbying auprès de leurs collègues du Parlement européen et faire connaître leurs analyses de la communication de la Commission Européenne sur la Stratégie de l'U.E. pour la Réduction des risques de catastrophes dans les pays en développement ;
5. L'Assemblée méditerranéenne, en partenariat avec UNISDR et d'autres réseaux parlementaires, organisera une réunion parlementaire mondiale afin de renforcer encore plus la compréhension des parlementaires sur la RRC dans le contexte du développement socio-économique (à confirmer).